

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60036  
59820 Gravelines

Gravelines, le 22/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **RDM BLENDECQUES SAS**

Rue de l'Hermitage  
BP 53006 Blendecques  
62500 Saint-Omer

#### Références :

H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G4\RDM\_Blendecques\_0007000490\2\_Inspections\2024 12 04 cessation d'activité 2  
Code AIOT : 0007000490

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2024 dans l'établissement RDM BLENDECQUES SAS implanté Rue de l'Hermitage CS 53006 BLENDECQUES 62501 Saint-Omer. L'inspection a été annoncée le 27/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La société RDM a transmis le 28/08/2024 en préfecture du Pas-de-Calais un courrier annonçant la cessation d'activités de son usine de cartonnerie de Blendecques à compter du 31/08/2024.

La notification de cessation d'activité présentée par RDM comprend un rapport en date du 23/10/2024 établi par la société GINGER BURGEAP (référéncé 1107232-01 / NO3700404 ) qui présente les différentes actions entreprises dans le cadre de la cessation d'activité : mise en sécurité du site, proposition d'usage futur et mesures pour la remise en état du site ( points vus lors

d'une précédente inspection en date du 18/09/2024 ).

La présente inspection a pour but de faire le point avec l'exploitant sur l'avancement des différentes actions engagées, notamment sur l'évacuation des matières combustibles et des déchets, ainsi que sur les investigations complémentaires réalisées suite au diagnostic environnemental initial.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RDM BLENDECQUES SAS
- Rue de l'Hermitage CS 53006 BLENDECQUES 62501 Saint-Omer
- Code AIOT : 0007000490
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société RDM exploitait sur son site de BLENDECQUES une installation de fabrication de cartons plats à intérieurs gris, blanchis et couchés, essentiellement à partir de fibres de récupération valorisées.

L'usine, qui employait environ 200 personnes, disposait de six chaînes de préparation des pâtes, cinq pour la production à partir de vieux papiers, une pour la production de pâte vierge. Sa production nette vendable était d'environ 110 000 t/an. La majeure partie de la pâte utilisée était fabriquée sur place à base de vieux papiers. Trois qualités de pâtes différentes étaient fabriquées pour les feuilles recto, verso et entre deux. Le carton fini était expédié soit sous forme de bobines, soit sous forme de plaques mises à dimensions.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN24 PFAS
- Sites et sols pollués

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Cessation d'activité - 1 - Mise en sécurité	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R 512-39-1	Sans objet
2	Cessation d'activité - 2 - Usage futur	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R 512-39-2	Sans objet
3	Cessation d'activité - 3 - Mémoire en réhabilitation	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R 512-39-3	Sans objet
4	Exhaustivité des paramètres analysés et échéances	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
5	Accréditation des organismes mandatés	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 - I	Sans objet
6	Restitution des	Arrêté Ministériel du 20/06/2023,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	résultats sur GIDAF	article 4 - III	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que les actions de sécurisation du site étaient mises en œuvre et que les évacuations des matières combustibles et des déchets se poursuivaient selon le planning annoncé par l'exploitant.

Les investigations complémentaires pour la recherche et la précision des pollutions des eaux souterraines et des sols se poursuivent en vue de l'établissement d'un programme de traitement de ces pollutions.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Cessation d'activité - 1 - Mise en sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 06/07/2024, article R 512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cessation d'activité - 1 - Mise en sécurité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p> <p>III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.</p> <p>IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>1 / évacuation ou élimination des produits dangereux et des déchets</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>les produits chimiques en containers ont été en grande partie enlevés courant octobre 2024 par la société Chimirec-Norec. Il reste, au moment de la présente inspection, une dizaine de containers dans le bâtiment de stockage des produits chimiques. L'exploitant indique que leur enlèvement est prévu avant la fin de l'année.</li> </ul>

- pour les cuves de produits chimiques, l'exploitant indique que le pompage de leur contenu est prévu courant décembre 2024. Sur les 4 cuves présentes au Nord du bâtiment reconstruit suite à l'incendie, 1 est vide, 1 pleine de liquide et 2 sont prises en masse. Le traitement de ces produits sera assuré par Chimirec Norec. **L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur la nécessité de faire transporter ces produits par un transporteur agréé pour ce type de produits ;**
- la vidange des boues de la station d'épuration est prévue en janvier et février 2025 par la société ASTRADEC ;
- la vidange des huiles hydrauliques contenues dans les machines est prévue en décembre 2024 ;
- le fioul et le GNR ont été évacués en octobre 2024 ;
- autres déchets : il reste une dizaine de fûts de 20 et 50 litres vides au niveau de la zone de déchets située au Nord des ateliers. L'exploitant indique qu'ils doivent être enlevés par Chimirec-Norec avant la fin de l'année 2024 ;

Pour l'ensemble des déchets cités ci-dessus, **l'exploitant transmettra à l'inspection les B.S.D. correspondants ;**

- sources radioactives : l'exploitant indique qu'elles ont été enlevées. **L'inspection demande à l'exploitant de lui communiquer tous les éléments nécessaires justifiant :**
  - de leur reprises par les fournisseurs ou par des organismes habilités ;
  - que tous les déchets et effluents contaminés ont quitté le site ;
  - que les lieux où ont été détenus ou utilisés des radionucléides ne font pas ou plus l'objet d'une contamination radioactive, rapport de non-contamination à l'appui ;

## 2/ interdiction ou limitations des accès au site

Le personnel RDM restant en place au moment de l'inspection se compose de 4 personnes avec un système d'astreinte en liaison avec la société de gardiennage.

Le contrat de gardiennage avec la société ARTEMIS a été prolongé jusqu'au 31/12/2024 avec 2 agents présents la journée et 3 agents la nuit ( 7 jours / 7, y compris week-end et jours fériés ). Ces agents doivent réaliser des rondes ( 3 dans la journée et toutes les 2 heures la nuit ) avec des points de passages obligés et compte-rendus. L'exploitant indique que lors de leurs rondes, ces agents ont également pour mission de vérifier les contacteurs électriques des vannes du barrage du moulin de Wins ainsi que le niveau de l'Aa. Ce contrat avec la société ARTEMIS doit être renouvelé en début d'année 2025 pour quelques mois (2 ou 3 dans un premier temps) ;

L'exploitant indique qu'il va procéder à la pose de 13 caméras classiques supplémentaires et de caméras thermiques, le site étant régulièrement l'objet de tentatives d'intrusions.

## 3/ suppression des risques d'incendie et d'explosion

L'exploitant indique que les circuits de process ont été vidangés et nettoyés.

Le réseau gaz a été mis hors service par GRT Gaz le 6/08/2024.

Sur les 18 transformateurs électriques présents sur le site, seuls 4 ont été maintenus en service et seront arrêtés au fur et à mesure de la diminution des besoins : le T19 (atelier de façonnage pour le nettoyage de la presse à balles), le T16 pour l'agitation des slurrys, le T11 fonctionnement de la station d'épuration et le T0 pour l'éclairage).

La visite du site permet de constater que l'ensemble de produits finis (bobines et plaques) ainsi

que des matières premières (balles de vieux papiers) ont été évacuées. Les différents bâtiments et parcs extérieurs dédiés à leurs stockages sont vides ;

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Cessation d'activité - 2 - Usage futur**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 06/07/2024, article R 512-39-2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Cessation d'activité - 2 Usage futur

**Prescription contrôlée :**

I.- Lorsque l'exploitant procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés ne sont pas déterminés par l'arrêté d'autorisation, le ou les usages à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article et à la typologie des usages définie au I de l'article D. 556-1 A.

II.- Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.

Les personnes consultées notifient au préfet et à l'exploitant leur accord ou désaccord sur ces propositions dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant. En l'absence d'observations dans ce délai, leur avis est réputé favorable.

En cas d'avis favorable de l'ensemble des personnes consultées, l'exploitant informe le préfet et les personnes consultées du ou des usages futurs retenus pour les terrains concernés.

III.- A défaut d'accord entre l'exploitant, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent et les propriétaires des terrains d'assiette concernés, l'usage retenu pour les terrains concernés est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif, sauf s'il est fait application des IV et V.

IV.- Dans les cas prévus au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale peuvent transmettre au préfet, à l'exploitant et aux propriétaires des terrains, dans un délai de deux mois à compter de la notification du désaccord mentionnée au deuxième alinéa du II, un mémoire sur une éventuelle incompatibilité manifeste de l'usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif avec l'usage futur de la zone et des terrains voisins tel qu'il résulte des documents d'urbanisme. Le mémoire comprend également une ou plusieurs propositions d'usage pour le site.

V.- Dans un délai de deux mois après réception du mémoire et après avoir sollicité l'avis de l'exploitant et des propriétaires des terrains d'assiette concernés, le préfet se prononce sur l'éventuelle incompatibilité manifeste appréciée au regard des documents d'urbanisme en vigueur à la date de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1 et de l'utilisation des terrains situés au voisinage des terrains concernés. Il fixe le ou les usages à prendre en compte pour déterminer les mesures de gestion à mettre en œuvre dans le cadre de la réhabilitation et les communique au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette concernés.

A défaut de décision du préfet dans ce délai de deux mois ou en l'absence de transmission du mémoire, l'usage retenu est un usage appartenant à la même catégorie de la typologie des usages

prévue par le I de l'article D. 556-1 A que celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a adressé le 23/10/2024 à la mairie de Blendecques et à la CAPSO un courrier indiquant l'usage industriel comme usage futur. L'exploitant n'a pas reçu, au moment de la présente inspection, de réponse à ces courriers.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Cessation d'activité - 3 - Mémoire en réhabilitation

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 06/07/2024, article R 512-39-3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cessation d'activité - 3 - Mémoire en réhabilitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet, dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées.</p> <p>Le mémoire comporte notamment un diagnostic tel que défini à l'article R. 556-2. Dans le cas où les opérations mentionnées au 1° du IV de l'article R. 512-75-1 sont finalisées après ce diagnostic, celui-ci est actualisé pour prendre en compte les terrains libérés à l'issue de ces opérations. En fonction des conclusions de ce diagnostic, ce mémoire comporte également :</p> <p>1° Les objectifs de réhabilitation ;</p> <p>2° Un plan de gestion comportant :</p> <p>a) Les mesures de gestion de la pollution des différents milieux impactés sur le site et, le cas échéant, hors du site ;</p> <p>b) Les travaux à réaliser pour mettre en œuvre les mesures de gestion et le calendrier prévisionnel associé, ainsi que les dispositions prises pour assurer la surveillance et la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, durant les travaux ;</p> <p>c) En tant que de besoin, les dispositions prévues à l'issue des travaux pour assurer la surveillance des milieux, la conservation de la mémoire et les éventuelles restrictions d'usages limitant ou interdisant certains aménagements ou constructions, ou certaines utilisations de milieux.</p> <p>Pour les installations relevant de l'article L. 181-28, le mémoire décrit les opérations déjà réalisées et celles restant à mettre en œuvre en application des conditions de réaménagement fixées par l'autorisation. Le diagnostic prévu dans le mémoire de réhabilitation tient compte des investigations déjà réalisées dans ce cadre et est proportionné aux enjeux du site, compte tenu des caractéristiques des milieux environnants et du ou des usages futurs du site.</p> <p>Les mesures de gestion de la pollution des différents milieux impactés sur le site et, le cas échéant, hors du site, comprennent au moins le traitement des sources de pollution et la suppression des pollutions concentrées lorsque les résultats du diagnostic réalisé dans le cadre du mémoire de réhabilitation concluent à leur présence. Ces mesures de gestion sont proposées par l'exploitant. Elles sont fondées sur un bilan des coûts et des avantages prenant en compte l'efficacité des techniques disponibles, l'impact environnemental global et le coût qui doit rester</p>

économiquement acceptable. Elles doivent permettre d'atteindre un état des milieux réhabilités compatible avec les usages déterminés pour les terrains concernés par l'installation mise à l'arrêt ou, le cas échéant, les usages constatés à l'extérieur du site.

Par dérogation à l'alinéa précédent, l'exploitant peut proposer, dans son mémoire de réhabilitation, le maintien sur le site d'une ou de plusieurs zones de pollutions concentrées, lorsque sont réunies les conditions suivantes :

1° Le maintien sur le site ne porte pas atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1 ;

2° Le maintien sur le site inclut la coupure des voies de transfert des pollutions concentrées ;

3° Le bilan environnemental global du maintien sur le site des pollutions concentrées est plus favorable que celui de leur suppression ;

4° L'attestation prévue à l'avant-dernier alinéa du I confirme que les conditions fixées aux trois alinéas précédents sont remplies.

Le préfet peut arrêter des prescriptions permettant le respect des conditions fixées à ces mêmes alinéas.

Pour toute réhabilitation, les mesures de gestion permettent un usage du site au moins comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif. Pour les installations mentionnées à la section 8 du chapitre V du présent titre, le mémoire de réhabilitation contient, en outre, l'évaluation et les propositions de mesures mentionnées à l'article R. 515-75.

Le mémoire de réhabilitation est accompagné, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, en tenant compte des usages futurs et, le cas échéant, pour les installations relevant de l'article L. 181-28, des opérations prescrites par l'autorisation et réalisées en cours d'activité. Elle est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise, les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs, notamment les exigences attendues pour justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

L'entreprise chargée de fournir l'attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, prévue au précédent alinéa, peut être la même que celle qui a réalisé le mémoire de réhabilitation.

Dans le cas où l'attestation indique que l'installation est à l'origine d'une pollution des milieux et que l'exposition des populations sur le site ou à proximité de celui-ci ne peut être exclue, l'exploitant transmet une copie du mémoire de réhabilitation, accompagné de son attestation, à l'agence régionale de santé concernée et en informe le préfet. L'agence régionale de santé fait part au préfet de ses observations dans un délai de quarante-cinq jours à compter de la réception de l'attestation.

II.- Le silence gardé par le préfet pendant quatre mois après la transmission de l'attestation prévue au I vaut accord sur les travaux et les mesures de surveillance des milieux proposés par l'exploitant. Pendant ce délai, le préfet peut demander des éléments complémentaires d'appréciation par décision motivée. Le délai est alors suspendu jusqu'à réception de ces éléments.

Par dérogation au précédent alinéa, lorsque l'exploitant propose de déroger au principe de la suppression des pollutions concentrées, le silence gardé par le préfet pendant quatre mois après la transmission de l'attestation prévue au I vaut rejet.

En tenant compte des éléments fournis en application du I, le préfet peut arrêter, dans les formes



prévues à l'article R. 181-45, les prescriptions encadrant les travaux de réhabilitation, les mesures de surveillance des milieux et les restrictions d'usages nécessaires pendant la durée de ces travaux. Ces prescriptions sont fixées compte tenu du ou des usages déterminés et au regard d'un bilan des coûts et des avantages prenant en compte l'efficacité des techniques disponibles, l'impact environnemental global et le coût qui doit rester économiquement acceptable.

III.- Lorsque les travaux prescrits par le préfet ou, à défaut, définis dans le mémoire de réhabilitation sont réalisés, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, la conformité des travaux aux objectifs prescrits par le préfet ou définis dans le mémoire de réhabilitation. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise, les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs, notamment les exigences attendues pour justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

La conformité des travaux s'apprécie au regard notamment des mesures de gestion prévues et des travaux réalisés, ainsi que des dispositions mentionnées au c du 2° du I, actualisées si nécessaire.

L'exploitant transmet cette attestation au préfet, au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, ainsi qu'aux propriétaires des terrains. Il précise, le cas échéant, les dispositions actualisées mentionnées au c du 2° du I qu'il s'engage à mettre en œuvre et les éléments nécessaires à leur établissement.

L'entreprise chargée de fournir l'attestation prévue au précédent alinéa peut être la même que celle qui a réalisé le mémoire de réhabilitation défini au I ou qui a délivré l'attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site. Elle ne peut être la même que celle qui a réalisé tout ou partie des travaux.

Dans le cas où l'exploitant ne démontre pas que la pollution résiduelle du site, après mise en œuvre des mesures de gestion, permet de garantir la compatibilité du site avec les usages mentionnés aux 3° et 6° de l'article D. 556-1 A, il remet au préfet, en même temps que l'attestation prévue aux alinéas précédents, un projet de secteur d'information sur les sols au sens de l'article L. 125-6.

IV.- Le préfet arrête, s'il y a lieu, les mesures de surveillance des milieux nécessaires ainsi que les modalités de conservation de la mémoire et les restrictions d'usages.

#### **Constats :**

Dans le cadre de la notification de cessation d'activité (rapport GINGER BURGEAP du 23/10/2024), des investigations initiales menées sur site dans les sols et les eaux souterraines ont mis en évidence :

- des impacts dans les sols en HCT C10-C40, BTEX et COHV, non délimités verticalement et horizontalement ;
- un impact mineur en COHV dans les eaux souterraines a été mesuré au droit du Pz2, à proximité de la station de distribution de fioul au sud de l'étang.

Pour connaître les extensions spatiales de ces impacts, des investigations complémentaires sur les sols, eaux souterraines et gaz de sols ont été réalisées en vue d'établir un plan de gestion pour appréhender les mesures à mettre en place dans le but de rétablir la compatibilité sanitaire du milieu souterrain avec un usage industriel et d'en évaluer leur coût.

Ces investigations reprises dans le diagnostic environnemental complémentaire du milieu souterrain GINGER BURGEAP du 25/11/2024 ( rapport intitulé "Diagnostic environnemental

complémentaire du milieu souterrain - plan de gestion" du 25/11/2024 - ref. 1114299-01 / NO3700439 transmis à l'inspection le 5/12/2024 ) ont permis de préciser les étendues des impacts notés pour les sols, les eaux souterraines et les gaz de sols.

Au cours de la présente inspection, le bureau d'études GINGER BURGEAP présente à l'exploitant le contenu de ce diagnostic environnemental complémentaire.

La prise en compte de ces investigations complémentaires a permis de définir des seuils de réhabilitation et de mettre en évidence les zones nécessitant la mise en œuvre d'une solution de gestion, notamment sur les 3 zones de pollution concentrée repérées ZPC1, ZPC2 et ZPC3 :

- ZPC1 : COHV au niveau du local de maintenance (fosse), sondages BGP40, BGP40A à BGP40D, PzR3 ;
- ZPC2 : HCT C10-C40 à l'extérieur de l'atelier de maintenance, sondages BGP23, BGP23A à BGP23C, PzR1 ;
- ZPC3 : HCT C10-C40 au niveau du local de maintenance (fosse), sondage BGP40A.

Le plan de gestion propose 3 scénarios de gestion de ces pollutions concentrées :

- scénario 1 : traitement par Venting / sparging de ZPC1 et ZPC3 et élimination hors site de ZPC2 ;
- scénario 2 : traitement par extraction multiphase de ZPC1 et ZPC3 et élimination hors site de ZPC2 ;
- scénario 3 : traitement par Venting / oxydation ou réduction chimique in situ de ZPC1 et ZPC3 et élimination hors site de ZPC2.

Afin de pouvoir connaître plus précisément le coût des différents scénarios de réhabilitation et de gestion des pollutions concentrées, le cabinet GINGER BURGEAP proposera à RDM un plan d'actions à mettre en place comprenant :

- des investigations complémentaires sur les sols, les eaux souterraines, l'air ambiant et l'eau potable sur site ;
- l'actualisation du Plan de Gestion avec actualisation des prix de dépollution ;
- des essais de traçabilité ;
- un Plan de Conception Travaux.

#### Forages :

Deux forages anciennement utilisés pour l'eau de process sont présents sur le site. Compte tenu de la proximité de captages d'eau potable, l'inspection demande à l'exploitant de vérifier l'état actuel de ces forages et de prévoir leur neutralisation dans les conditions réglementaires.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Deux forages anciennement utilisés pour l'eau de process sont présents sur le site. Compte tenu de la proximité de captages d'eau potable, l'inspection demande à l'exploitant de vérifier l'état actuel de ces forages et de prévoir leur neutralisation dans les conditions réglementaires.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Exhaustivité des paramètres analysés et échéances**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
<b>Prescription contrôlée :</b> <div><p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</p></div>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a fait réaliser une campagne de mesures des PFAS au niveau du rejet de la station d'épuration interne du site en décembre 2023, janvier 2024 et février 2024.</p> <p>Les investigations menées dans le cadre du diagnostic initial (notification de cessation d'activité du 23/10/2024) ont révélé des traces de PFAS dans les sols au niveau des sondages BGP1 à PGP3. Les teneurs les plus élevées sont identifiées en surface au niveau des sondages BGP2 et BGP3. Les composés les plus représentés sont le PFOA, le PFNA, le PFDA et le PFOS, avec des teneurs jusqu'à 62 fois supérieures à la limite de quantification pour le PFDA sur BGP3 entre 0,05 et 1 m de profondeur.</p> <p>La zone d'implantation des sondages BGP1 à BGP3 correspond à la zone où des agents d'extinction ont ruisselé lors de l'incendie de mars 2022.</p> <p>L'exploitant précise que les fiches de données de sécurité des mousses utilisées pour l'extinction de l'incendie mentionnent la présence de PFAS sans en détailler la composition exacte.</p> <p>Dans le cadre du diagnostic complémentaire du milieu souterrain (rapport du 25/11/2024), des investigations (sondages au carottier de 2 m de profondeur) ont été réalisées au droit de la zone enherbée de la station d'épuration et au droit de la zone de stockage de matières premières afin d'isoler les éventuelles émissions de PFAS issues de l'activité industrielle du site de celles issues de la gestion de l'incendie du bâtiment "produits finis".</p> <p>Les résultats des analyses sur ces sondages montrent des traces de PFAS jusqu'à 2 m de profondeur sur le sondage PFAS1 réalisé à proximité de la STEP. L'analyse du sondage PFAS2 (zone des matières premières) montre l'absence de détection de PFAS.</p> <p>Les composés retrouvés sur le sondage PFAS1 sont essentiellement le PFNA, PFDA, PFDoDa, PFOSA, PFOA et PFOS (linéaire et ramifié) et correspondent aux PFAS retrouvés sur la zone incendie (excepté pour PFDoDa et PFOSA) ;</p> <p>Le PFOS linéaire présente une concentration 653 fois supérieure à la limite de quantification du laboratoire, les autres PFAS les plus présents (PFNA, PFDA, PFDoDa, PFOSA, PFOA et PFOSramifié) sont retrouvés à des concentrations 15 à 63 fois supérieures à la limite de quantification du laboratoire.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Accréditation des organismes mandatés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 - I
--

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Accréditation des organismes mandatés
<b>Prescription contrôlée :</b> <div style="border: 1px solid black; padding: 10px; margin-top: 10px;"> <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> </div>
<b>Constats :</b> <p>Les prélèvements du 13/12/2023, 17/01/2024 et 23/02/2024 ont été réalisés par FLANDRES ANALYSES qui était également en charge du flaconnage et de l'acheminement vers le laboratoire d'analyses. Ce laboratoire est accrédité COFRAC notamment pour le prélèvement des eaux résiduaires.</p> <p>Les analyses ont été réalisées par AL-West B.V. ( groupe AGROLAB ) basé à DEVENTER aux Pays Bas, laboratoire accrédité pour l'analyse des 20 PFAS obligatoires.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Restitution des résultats sur GIDAF**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 - III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Restitution des résultats sur GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b> <div style="border: 1px solid black; padding: 10px; margin-top: 10px;"> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p> </div>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a transmis via GIDAF les résultats des mesures réalisées en décembre 2023, janvier 2024 et février 2024. Les mesures ont été réalisées au niveau du rejets de la station d'épuration interne du site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite